

réduction nette de la croissance de 1,2 point de pourcentage, attribuable aux échanges commerciaux.

La consommation des ménages a aussi fait une contribution négative à la croissance de l'économie japonaise en 2009, retranchant 0,6 point de pourcentage de la croissance réelle du PIB.

Les mesures de stimulation étaient bien en évidence au Japon l'an dernier, alors que les dépenses publiques ont augmenté. La consommation gouvernementale a progressé de 1,6 p. 100, tandis que l'investissement public a lui-même crû de 6,0 p. 100 en termes réels, marquant la première augmentation en une décennie. Ces dépenses publiques ont globalement ajouté 0,5 point de pourcentage à la croissance du PIB.

À mesure que l'année avançait, l'économie japonaise a repris de la vigueur, notamment avec l'amélioration des conditions économiques à l'étranger et les diverses mesures adoptées, bien que l'impulsion ne soit par encore suffisante pour amorcer une reprise autonome de la demande privée intérieure. Les exportations et la production ont augmenté, principalement à la faveur de la forte croissance des économies émergentes. Le climat d'affaires s'est amélioré, tout comme l'investissement fixe des entreprises. Les progrès observés dans le secteur des affaires sous la poussée des exportations devraient se propager au secteur des ménages; néanmoins, la demande intérieure demeurera probablement faible pour diverses raisons, y compris une résurgence de la déflation, une capacité excédentaire persistante et la faiblesse du marché du travail. L'appréciation continue du yen en 2010 pourrait limiter la contribution des exportations nettes à la croissance, notamment en comparaison avec le reste de l'Asie. En conséquence, le taux de croissance de l'économie ne devrait augmenter que graduellement, mais il dépendra du soutien annoncé dans le cadre de la politique budgétaire et du retournement de la conjoncture mondiale. Le PIB devrait croître de 2 p. 100 en 2010, en s'appuyant sur les mesures de stimulation budgétaire et une augmentation des exportations. Une reprise plus généralisée

devrait être au rendez-vous en 2011, dans la foulée d'une augmentation modérée de l'investissement des entreprises.

La zone euro

Ébranlé par la récession la plus grave depuis la Seconde guerre mondiale, le PIB de la zone euro a touché un plancher au deuxième trimestre de 2009, pour remonter modestement depuis. Mesuré entre le sommet et le creux, le PIB a reculé de 5,2 p. 100 durant la récession de 2008-2009, ce qui est plus de deux fois le déclin enregistré lors de la seconde récession la plus sévère, qui remonte à 1970. La reprise du PIB au troisième trimestre de 2009 a bénéficié de l'un des taux de croissance initiaux les plus élevés au lendemain d'une récession; cependant, cette poussée a été suivie par une quasi-stagnation du PIB au quatrième trimestre de 2009. En conséquence, la relance depuis le creux du deuxième trimestre de 2009 a été très modeste et le PIB de la zone euro demeure bien en-deçà de son sommet d'avant la récession.

Pour l'ensemble de l'année, le PIB de la zone euro a régressé de 4,1 p. 100, après un gain de 0,6 p. 100 en 2008. Seule la consommation gouvernementale a fait une contribution positive à la croissance, toutes les autres grandes composantes de la croissance réelle battant en retraite sur l'année. Les baisses les plus marquées s'observent du côté de l'investissement, la formation de capital fixe brut chutant de 10,8 p. 100 en 2009 et soustrayant 2,4 points de pourcentage à la croissance. L'investissement est demeuré en territoire négatif depuis le deuxième trimestre de 2008 à cause de la faiblesse de la demande, de la piètre confiance des milieux d'affaires, de la croissance négative des bénéfices, d'un taux historiquement faible d'utilisation de la capacité et du resserrement des normes de crédit. La baisse des stocks arrive au second rang, retranchant 0,8 point de pourcentage de la croissance sur l'année. Les exportations nettes, soit la différence entre les exportations et les importations, ont supprimé 0,7 point de pourcentage de la croissance en raison de la chute plus marquée des exportations réelles (baisse de 12,9 p. 100) que des importations réelles (baisse de 11,5 p. 100). Enfin, les dépenses des consommateurs ont reculé de 1,1 p. 100 après avoir